

# Résumé des synthèses du chapitre 2

I. Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

<b>2.1 Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?</b>	Avantage comparatif, dotation factorielle, libre-échange et protectionnisme, commerce intra-firme, compétitivité prix et hors prix, délocalisation, externalisation, firmes multinationales, spécialisation.	En partant d'une présentation stylisée des évolutions du commerce mondial et en faisant référence à la notion d'avantage comparatif, on s'interrogera sur les déterminants des échanges internationaux de biens et services et de la spécialisation. On analysera les avantages et les inconvénients des échanges internationaux pour les producteurs comme pour les consommateurs. On présentera à cette occasion les fondements des politiques protectionnistes et on en montrera les risques. On s'interrogera sur les effets d'une variation des taux de change sur l'économie des pays concernés. En s'appuyant sur des données concernant le commerce intra-firme et sur des exemples d'entreprises multinationales, on abordera la mondialisation de la production. On analysera les choix de localisation des entreprises et leurs stratégies d'internationalisation. On étudiera à cette occasion les principaux déterminants de la division internationale du travail, en insistant sur le rôle des coûts et la recherche d'une compétitivité hors prix. <b>Acquis de première</b> : gains à l'échange.
--	--	--

Pourquoi les échanges internationaux se sont-ils développés ?

1. ....

La spécialisation d'un pays correspond au processus par lequel un pays développe une ou plusieurs activités pour lesquelles il dispose d'un avantage, ce qui va lui permettre ensuite d'échanger avec les autres pays. Les pays vont donc se spécialiser dans quelques productions, ce qui déterminera une division internationale du travail (DIT). Cette DIT débouche sur un essor du commerce international.

2. ....

Les échanges de biens représentent l'essentiel des échanges (80 % des exportations en 2010), mais de plus en plus, les échanges de services et de capitaux se développent. Cependant, le facteur travail est moins mobile que les capitaux.

Depuis les années 50, les échanges de biens et services ont explosé, ils ont en effet augmenté deux fois plus vite que le PIB mondial. Cette progression s'explique de différentes manières. Il y a tout d'abord des raisons techniques : baisse des coûts de transport, de télécommunication (NTIC)... De plus, les Etats ont cherché à développer le libre-échange en signant des accords internationaux pour le libre-échange : GATT (1948), OMC (1994). Ainsi, les Etats ont diminué les droits de douane et démanteler les barrières non tarifaires.

D'un point de vue géographique, on assiste à une tripolarisation des échanges mondiaux : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie concentraient en 2010 près de 85 % des échanges internationaux. Par

ailleurs, les échanges intra régionaux sont omniprésents en raison de la multiplication d'accords commerciaux régionaux comme l'UE, l'ALENA, le MERCOSUR ou l'ASEAN.

3. ....

L'échange international repose sur la spécialisation des pays. Les pays peuvent se spécialiser en fonction d'avantages comparatifs de David Ricardo, c'est-à-dire qu'ils se spécialisent dans les productions où ils sont relativement les meilleurs par rapport aux autres pays (ou relativement les moins mauvais). La spécialisation peut se faire en fonction des dotations factorielles, c'est-à-dire en fonction du poids respectif des facteurs de production (capital, travail, terre). Cette dotation factorielle peut évoluer dans le temps comme le montre l'exemple de la Corée du Sud. Les nouvelles théories du commerce international montrent que les pays échangent entre eux des biens similaires (échanges intra branches ou croisés) ce qui s'explique par la recherche d'économies d'échelle ou encore par le goût pour la diversité des consommateurs (consommation ostentatoire).

L'échange international est-il toujours avantageux ?

---

4. ....

Le libre-échange consiste à la libre circulation des biens ou des services, des capitaux, de la monnaie et des hommes.

Les échanges internationaux ont permis une accélération de la croissance grâce aux économies d'échelle, à l'accès à de nouveaux marchés, à l'échange de technologies, à la stimulation de la concurrence (entraînant baisse des prix et innovation). En effet, le libre-échange permet une extension des marchés, source d'économies d'échelle.

Du côté des consommateurs, le libre-échange est bénéfique du fait des baisses de prix renforçant le pouvoir d'achat ou encore de la diversité accrue des produits proposés (différenciation des produits).

De même, les pays d'accueil des capitaux peuvent aussi bénéficier d'emplois nouveaux améliorant le niveau de vie de la population. Cependant, ceci peut entraîner la fermeture de sites de production dans le pays d'origine (délocalisation).

5. ....

Cependant, le commerce international n'est pas bénéfique de la même manière pour tous les pays. Les pays bénéficiant de termes de l'échange défavorables doivent en effet davantage exporter de produits pour pouvoir importer la même quantité de biens qu'auparavant. Ceci est d'autant plus dommageable pour les pays mono exportateurs (notamment pour les produits primaires comme le café, le coton, le cacao...) dont les cours sont très variables et souvent orientés à la baisse.

6. ....

De ce fait, certains pays ont parfois des tentations protectionnistes notamment en période de crise. Le protectionnisme est un ensemble de mesures mises en œuvre par un Etat, visant à protéger les producteurs nationaux de la concurrence des producteurs du reste du monde. Certes le protectionnisme tarifaire recule mais les barrières non tarifaires se développent et certains secteurs sont loin d'être libéralisés (agriculture, services).

Ce protectionnisme se justifie par la protection de services en difficultés ou encore pour que certains secteurs puissent se développer en se protégeant des entreprises étrangères bénéficiant d'économie d'échelle (protectionnisme éducateur de F. List). Le protectionnisme défensif vise de son côté à protéger des secteurs vieillissants peu compétitifs afin de limiter les problèmes sociaux. Cependant, le protectionnisme peut être néfaste aux consommateurs du fait de prix plus élevés ou encore de produits de moindre qualité, moins variés ou moins innovants. Ce protectionnisme doit donc être temporaire. Il est aussi néfaste pour la compétitivité des entreprises nationales.

Pourquoi la production de biens ou services s'est-elle internationalisée ?

---

7. ....

La production est de plus en plus internationalisée. En effet, les firmes multinationales envisagent maintenant leur production au niveau mondial pour profiter de la spécialisation de chaque pays afin d'optimiser les coûts de production et la qualité du produit (Décomposition International du Processus Productif(DIPP)). Les firmes multinationales se définissent comme une entreprise implantée dans au moins un pays étranger soit en rachetant une unité de production, soit en en créant une ex nihilo. Elles peuvent aussi externaliser leur production en faisant produire par un sous-traitant une partie de la production. Le développement des FMN s'est fait au cours de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle.

8. ....

Les FMN jouent un rôle primordial dans ce phénomène en utilisant le commerce intra firme pour optimiser leur production. Les FMN cherchent à gagner en compétitivité, autrement dit à gagner des parts de marché. Pour cela, elles peuvent être amenées à délocaliser ou à externaliser une partie de leur production. Elles cherchent à améliorer leur compétitivité-prix en diminuant au maximum les coûts de production (stratégie de rationalisation). Elles peuvent aussi se distinguer par la qualité des produits proposés, leur marque, leur design, le service après-vente... On parle alors de compétitivité-hors-prix ou structurelle. Elles peuvent aussi de rapprocher d'un marché important ou potentiellement important (stratégie de marché).

9. ....

Ces stratégies des FMN ont modifié en profondeur les relations entre pays : les pays développés qui accueillent beaucoup d'IDE (les FMN cherchant à se rapprocher de ces marchés) mais qui sont à l'origine de beaucoup d'autres, connaissent des tensions en particulier autour des emplois (DIPP, délocalisation).

De ce fait, les Etats cherchent à développer des politiques pour attirer les IDE sur leur territoire : dumping, social, fiscal, environnemental etc. Mais cela prive ces pays de ressources fiscales permettant le développement (dumping fiscal). Des politiques structurelles visant à améliorer les infrastructures, la qualité de la main d'œuvre peuvent aussi être mises en place.

Les pays d'accueil profitent de l'internationalisation de la production pour s'insérer dans les échanges internationaux et se développer. Les FMN créent dans ces pays des emplois, transfèrent des technologies et des savoirs, ce qui est favorable à la croissance.

10. ....

Mais des effets pervers existent. Les effets d'entraînement sur l'économie sont parfois insuffisants, les spécialisations peuvent très vite être dépassées, les inégalités sociales peuvent rapidement croître ou encore les coûts humains, sociaux ou environnementaux peuvent être importants. De plus ces pays sont de plus en plus dépendants des FMN. Dans les pays d'origine, les délocalisations créent du chômage avec pour les moins qualifiés une concurrence avec la main d'œuvre des pays à bas salaire.

Quel est le rôle des monnaies dans l'échange international ?

---

11. ....

L'une des trois fonctions de la monnaie est de servir d'intermédiaire dans les échanges. Pour échanger avec le reste du monde, il faut en effet convertir sa monnaie nationale en une autre devise.

Le marché des changes est un marché sur lequel les devises sont converties les unes par rapport aux autres. Il n'assure donc directement le financement de l'économie, ce n'est pas un marché de capitaux (marchés financiers). Cependant, il est complémentaire aux marchés financiers car il permet les échanges de capitaux au niveau mondial, il permet en effet aux marchés financiers d'être liquides. Néanmoins, ce marché est aussi soumis à la spéculation et donc est soumis à de fortes variations (avec par exemple des anticipations mimétiques expliquant l'apparition de bulles spéculatives). Ce marché est devenu planétaire, transparent et continu.

Le taux de change est le prix d'une monnaie exprimé dans une autre monnaie. Le niveau du taux de change résulte de la confrontation de l'offre et de la demande de devise sur le marché des changes.

12. ....

En théorie, le taux de change devrait dépendre du commerce bilatéral entre pays et donc refléter la compétitivité de leurs économies respectives, ce que l'on appelle les fondamentaux (inflation, croissance, productivité...). Ainsi, pour le solde des transactions courantes, un déficit extérieur entraîne une hausse de la demande de devises et donc une baisse du taux de change et inversement. De même, en cas de différentiel d'inflation, le pays qui a une inflation plus élevée que celle de son partenaire commercial voit en principe son taux de change se déprécier. Enfin, pour le différentiel de taux d'intérêt, si dans un pays le taux d'intérêt réel est plus élevé qu'ailleurs, il va attirer les capitaux et donc la monnaie va s'apprécier.

13. ....

Dans la réalité, le volume sur le marché des changes est largement déconnecté des flux commerciaux (50 fois plus de flux monétaires que d'échanges commerciaux). Le cours des monnaie est très fortement influencé par la spéculation, ce qui peut avoir des conséquences importantes sur la compétitivité des économies (comme par exemple la surévaluation de l'euro rend peu compétitives de nombreuses économies européennes).

Les banques centrales agissent aussi sur le marché des changes pour réguler le cours des monnaies et éviter une trop forte volatilité des cours préjudiciable au commerce. Pour cela, elles peuvent jouer sur les taux directeurs ou encore racheter des créances publiques.

14. ....

Avant 1971, il y avait un système de changes fixes où les parités étaient définies de façon officielle et les banques centrales devaient défendre ce cours en utilisant leurs réserves de changes. Si cela n'était pas possible, le pays faisait une demande de dévaluation concertée.

Depuis 1971, c'est un système de changes flottants avec la fin de la convertibilité-or du dollar. Le cours des monnaies varie librement même si les banques centrales essaient d'agir comme la banque centrale chinoise qui cherche à sous évaluer sa monnaie. Mais, ce système s'est traduit par une instabilité des taux de change et la valeur des monnaies s'est de plus en plus éloignée de leurs fondamentaux.

15. ....

Le jeu du marché devrait, selon les libéraux, permettre un rééquilibrage automatique du commerce international avec une dépréciation pour les pays en déficit et une appréciation pour les pays en excédents de la balance courante.

Dans la réalité, les déséquilibres se sont appréciés car les taux de change dépendent de moins en moins des flux commerciaux. Le statut de réserve du dollar accentue ces déséquilibres car les pays rachètent de la dette américaine car s'ils ne le faisaient pas alors tous leurs avoirs en dollar perdraient de leur valeur. De plus, le déséquilibre est aussi accentué par les comportements d'épargne des pays émergents (faible consommation intérieure). Enfin, des politiques monétaires divergentes ont été mises en place au niveau mondial : dévaluation compétitive (Chine, Etats-Unis), politique de monnaie forte (Zone euro)... Tout ceci débouche sur des tensions commerciales de plus en plus fortes et des tentations protectionnistes de la part de certains pays.

II. Quelle est la place de l'Union Européenne dans l'économie globale ?

<b>2.2 Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?</b>	Euro, union économique et monétaire.	<p>Sans entrer dans le détail des évolutions historiques, on rappellera qu'en se dotant d'un grand marché intérieur et d'une monnaie unique, les pays européens mènent une expérience originale d'intégration plus étroite de leurs économies. On montrera que l'union monétaire revêt une importance particulière dans le contexte monétaire et financier international, et qu'elle renforce les interdépendances entre les politiques macroéconomiques des États membres. On s'interrogera sur les difficultés de la coordination des politiques économiques dans l'Union européenne.</p> <p><b>Acquis de première</b> : banque centrale, politique budgétaire, politique monétaire, politique conjoncturelle.</p>
--	--------------------------------------	--

En quoi l'intégration européenne est-elle une expérience originale ?

L'Union Européenne avait pour but à ses débuts de maintenir la paix en Europe en facilitant les échanges.

16. ....

La construction européenne suit un processus d'intégration original, mêlant des institutions supranationales et intergouvernementales. Suite au marché commun, l'Acte Unique (1987) scelle l'entrée en vigueur du marché unique pour 1993. Au début des années 90, le traité de Maastricht

(respect des critères de convergence) prépare la monnaie unique pour 1999. Ces étapes entraînent pour les Etats membres un abandon partiel ou total de souveraineté dans leurs pouvoirs économiques traditionnels.

De plus, certains avantages économiques étaient attendus de cette union économique : la libre circulation progressive des biens, des services, des personnes et des capitaux doivent permettre de stimuler la concurrence entre entreprises au niveau européen développant ainsi la productivité, l'innovation et donc la compétitivité des entreprises de la zone.

La mise en place de l'euro parachève le processus d'intégration économique en Europe, créant l'union économique et monétaire permettant un renforcement de la concurrence avec une monnaie unique. Pour entrer dans la zone euro, les Etats membres acceptent des contraintes pour coordonner leurs politiques économiques et font preuve d'une certaine solidarité (même financière comme avec la Grèce). Par exemple, ils ne peuvent plus faire de politiques monétaires et sont contraints pour leurs politiques budgétaires.

La monnaie unique a pour but d'éliminer les risques de changes et les coûts de conversion. Elle facilite les flux, les comparaisons de prix et la concurrence au sein de la zone pour améliorer la compétitivité prix et la compétitivité structurelle. Elle a donc permis une accélération des échanges dans la zone.

Cependant, l'UE ne dispose pas encore d'union politique, phase ultime de l'intégration.

En 2013, l'UE compte 28 membres et la zone euro 17 membres.

L'intégration européenne renforce le poids de la zone dans le monde. Ainsi, la part de l'UE dans les échanges mondiaux représente 40 % des échanges mondiaux. De même, elle est le premier fournisseur de services des Etats-Unis. Elle émet et reçoit le plus d'IDE au monde.

L'Union Monétaire, un atout face à la mondialisation ?

---

17. ....

L'UEM se justifie avec la fin du système de Bretton Woods (1971) qui a développé l'instabilité des devises entre elles. L'euro permet donc aux pays de la zone d'avoir une monnaie stable et forte.

L'UEM a des avantages microéconomiques comme vu précédemment (gains de productivité, compétitivité accrue...), mais aussi des avantages macroéconomiques. Tout d'abord, elle évite l'instabilité monétaire aux pays de la zone comme cela a été le cas dans les années 80 en France ou en Italie. Elle permet d'éviter une politique de change déloyale au sein de la zone (dévaluation compétitive).

La monnaie unique renforce, en outre, l'interdépendance entre les économies européennes, ce qui nécessite la mise en place d'instruments comme le pacte de stabilité et de croissance, visant à assurer la stabilité de la monnaie européenne, mais également à favoriser la croissance économique à long terme de la zone euro. Cette interdépendance croissante nécessite par ailleurs une coordination croissante des politiques économiques au niveau européen.

18. ....

Cependant la politique de monnaie forte de l'euro est à double tranchant : les économies les moins compétitives de la zone perdent des parts de marché, mais cela attire les capitaux du monde entier et cette monnaie est de plus en plus une monnaie de réserve. La position de la banque centrale européenne qui intervient pour défendre sa monnaie accentue la confiance des prêteurs dans cette monnaie.

La BCE est en effet indépendante : sa mission est de garantir la stabilité des prix à moyen terme, à un niveau d'inflation proche ou inférieur à 2 %. Les politiques monétaires sont donc impossibles pour les Etats. Le PSC instaure des règles de discipline des finances publiques (dette à 60% du PIB, déficit public à 3 % du PIB). Ces mesures visent à éviter les effets inflationnistes, mais aussi la dérive des finances publiques, source d'effet d'éviction.

Est-il possible de coordonner les politiques macroéconomiques au niveau de l'Union Européenne ?

---

19. ....

Les politiques conjoncturelles sont en partie contrôlées par l'UE du fait de la gestion de la politique monétaire par la BCE et la limitation des dépenses publiques par le Pacte de Stabilité et de Croissance. Cependant, au sein de l'UE les situations sont très différentes et par exemple, la politique d'euro fort est efficace pour les pays ayant une forte compétitivité hors-prix, mais semble préjudiciable aux pays ayant une économie fondée sur la compétitivité prix comme le montre la crise des pays du Sud de l'Europe.

20. ....

Pour partager les compétences entre Etats et UE, on a mis en place le principe de subsidiarité : l'UE n'intervient que si elle est en mesure d'agir plus efficacement que les Etats membres. Ainsi, les trois fonctions de l'Etat définies par R. Musgrave (allocation, stabilisation, redistribution) sont partagées entre niveaux national et supranational. Par exemple, la politique monétaire est dévolue à la BCE alors que l'entretien des infrastructures dans le pays reste du domaine des Etats.

21. ....

La coordination des politiques économiques n'est pas facile du fait de la faiblesse relative du budget communautaire (le budget de l'UE est 25 fois plus faible que le budget fédéral des Etats-Unis). Une telle faiblesse du budget n'a pas permis d'atteindre les objectifs du traité de Lisbonne en termes d'innovation et de compétitivité de l'UE. De plus, l'Europe des 28 a beaucoup de difficultés à prendre des décisions du fait du nombre important de pays dans le domaine social, fiscale, de la recherche, industriel...

Du fait de ces difficultés de coordination des politiques économiques et de l'hétérogénéité de l'UE, les Etats sont en concurrence les uns envers les autres. Par exemple, il y a une concurrence dans la recherche de compétitivité comme le montre les écarts en termes de coûts du travail en jouant par exemple sur la protection sociale (dumping social) entraînant des délocalisations intra-européennes. Il en est de même en termes de fiscalité (dumping fiscal). Il faudrait donc pour éviter de telles pratiques mettre en œuvre une harmonisation fiscale et sociale.

Solutions possibles (mais bien d'autres questions auraient convenu) :

---

1. Qu'est-ce que la spécialisation internationale ?
2. Caractériser l'évolution des échanges internationaux.
3. Comment peut-on expliquer le développement de la spécialisation internationale ?
4. Quels sont les avantages du libre-échange ?
5. Pourquoi le libre-échange n'est-il pas toujours bénéfique à tout le monde ?
6. Comment peut-on justifier la pratique de mesures protectionnistes ?
7. Que signifie la division internationale du processus productif ?
8. Quel est le rôle des Firmes Multinationales (FMN) dans l'essor du commerce international ?
9. Comment les Etats ont transformé leurs pratiques pour faire face à l'évolution des stratégies des FMN ?
10. Quels effets négatifs sur les pays entraînent les stratégies des FMN ?
11. Qu'est-ce que le taux de change ?
12. Comment expliquer l'évolution des taux des changes en théorie ?
13. Comment expliquer la variabilité des taux de change dans la réalité ?
14. Comment a évolué le système de change international depuis la seconde guerre mondiale et les accords de Bretton Woods ?
15. Pourquoi les politiques de change des Etats peuvent être stratégiques et source de tension ?
16. Comment s'est opérée la construction européenne ?
17. Quels sont les avantages attendus de l'Union Economique et Monétaire (UEM) ?
18. Quelles sont les limites de l'UEM ?
19. Pourquoi peut-on dire que les politiques conjoncturelles des Etats membres sont contraintes par l'UEM ?
20. Comment se partagent les compétences, les domaines de décision entre les Etats membres et l'UE ?
21. Quelles sont les difficultés pour mettre en place des politiques économiques communes ?